

France/Présidentielle

Journal de campagne à l'avant-veille du second tour

AFP
Paris/France

A deux jours du second tour de la présidentielle en France, le centriste Emmanuel Macron et la candidate d'extrême droite Marine Le Pen, qui a été chahutée à Reims (nord-est), ont jeté leurs dernières forces dans la campagne qui s'achevait à minuit.



Photo : AFP

Les deux adversaires du second tour, Emmanuel Macron et Marine Le Pen, ont rendez-vous ce dimanche pour savoir qui va diriger la France au cours des cinq prochaines années.

• Fin de campagne agitée pour Le Pen
Lors d'une visite surprise à la cathédrale de Reims, où étaient sacrés les rois de France, Marine Le Pen a été accueillie par des manifestants aux cris de "Marine, rends l'argent". Elle a dû sortir de la cathédrale par une porte dérobée et a été la cible de projectiles. "Les soutiens de M. Macron agissent dans la violence partout, même à la cathédrale de Reims, lieu symbolique et sacré. Aucune dignité", a-t-elle accusé.
• Le Pen en baisse dans les sondages

La candidate du parti Front national (FN) recule dans les sondages. Elle cède plusieurs points en moins d'une semaine et est créditée à présent de 37 à 38,5% des voix, contre 61,5% à 63% pour Emmanuel Macron. Ces sondages ont été réalisés au lendemain du débat télévisé qui a opposé les deux finalistes et qui avait tourné à l'avantage de l'ancien banquier d'affaires.
• Si Macron est élu
Emmanuel Macron a annoncé qu'il avait décidé "in petto", c'est-à-dire "dans

son cœur", secrètement, qui serait son Premier ministre, mais sans l'avoir encore annoncé à l'intéressé. Il ou elle "aura une expérience dans le champ politique, les compétences pour diriger une majorité parlementaire", a-t-il assuré. Pour les législatives du mois de juin, les candidats investis sous l'étiquette "majorité présidentielle" n'auront pas forcément à quitter leur parti d'origine. Emmanuel Macron a aussi assuré qu'il ne céderait à aucune "pression" et n'exécuterait aucune "cabriole"

sur son programme, notamment sur son intention de réformer le droit du travail par ordonnances.
• Hollande met en garde sur l'arme nucléaire
Le président François Hollande a appelé les Français à ne pas mettre "l'arme nucléaire" entre "n'importe quelles mains", dans une nouvelle mise en garde contre un vote en faveur de Marine Le Pen.
• "Ingérence" d'Obama dans la campagne, pour Maréchal-Le Pen
La nièce de Marine Le Pen et députée de son parti,

Marion Maréchal-Le Pen, a dénoncé l'"ingérence" de Barack Obama dans la campagne présidentielle, estimant que ce soutien "en dit long" sur la future politique étrangère d'Emmanuel Macron. "Il est parfaitement incroyable aujourd'hui qu'un ancien président américain puisse venir s'ingérer de manière aussi directe dans la politique française", a déclaré la députée FN, en référence à un message vidéo de soutien à Emmanuel Macron de M. Obama diffusé jeudi.

L'Afrique en bref

• Congo/Rébellion. Pas de dialogue avec le pasteur Ntumi
Le gouvernement congolais a exprimé jeudi son refus de dialoguer avec l'ancien chef rebelle Frédéric Bintsamou, alias Pasteur Ntumi, en vue d'une sortie de crise dans la région du Pool, au sud du Congo-Brazzaville, et a affirmé que Ntumi "sera vaincu".
• Ethiopie/Droits de l'Homme. L'appel du Haut-Commissaire de l'Onu



Photo : AFP

Le Haut-Commissaire aux droits de l'Homme de l'Onu, Zeid Ra'ad Al Hussein, a appelé jeudi à Addis Abeba le gouvernement éthiopien à relâcher des prisonniers arrêtés lors des manifestations antigouvernementales de 2015-2016, alors que le régime a prolongé en mars l'état d'urgence.

• Nigeria/Attentats. Cinq morts dans le nord-est
Cinq personnes ont été tuées dans deux attentats-suicides attribués au groupe jihadiste Boko Haram, dans le nord-est du Nigeria, a indiqué la police vendredi. Murtala Ibrahim, porte-parole de la police pour l'Etat du Borno, a rapporté que deux femmes, portant des ceintures explosives, les ont déclenchées jeudi soir dans une foule, "se tuant et tuant 5 autres personnes".
• RD Congo/Enquête. L'Onu presse Kinshasa de coopérer
Le Conseil de sécurité des Nations unies a pressé jeudi la République démocratique du Congo (RDC) de coopérer dans l'enquête sur le meurtre de deux experts onusiens et sur les fosses communes découvertes dans la région du Kasai (centre).

• Somalie/Conflit. Un soldat américain tué dans une opération contre les shebab
Un soldat américain a été tué jeudi en Somalie et deux blessés lors d'une opération contre les insurgés islamistes shebab près de Bariis, à environ 60 km à l'ouest de Mogadiscio, a annoncé hier le commandement américain pour l'Afrique.

Afrique du Sud/Politique

Trois ex-présidents appellent à résoudre la crise politique

AFP
Johannesburg/Afrique du Sud

TROIS anciens présidents d'Afrique du Sud ont lancé ensemble hier un appel urgent à l'action en vue de mettre un terme à la crise "destructrice" en cours dans leur pays, attribuée à mots couverts à leur controversé successeur Jacob Zuma.
Réunis à Johannesburg, Frederik de Klerk, Thabo Mbeki et Kgalema Motlanthe ont annoncé que leurs fondations respectives allaient, avec d'autres, ouvrir un "dialogue national".
"Il est pratiquement impossible pour quiconque dans

notre pays de nier la réalité de la maladie qui ronge notre vie politique et notre économie", a déclaré M. Mbeki.
"Même la rose que notre peuple a plantée, c'est-à-dire la victoire de 1994, est souffrante", a-t-il ajouté en référence aux premières élections libres qui, en permettant l'accès au pouvoir de Nelson Mandela, ont consacré la chute de l'apartheid.
Depuis des mois, M. Zuma, au pouvoir depuis 2009, est mis en cause dans une succession d'affaires de corruption. Sa décision fin mars d'évincer son respecté ministre des Finances Pravin Gordhan a fait descendre des dizaines de milliers de personnes dans les rues aux



Photo : AFP

Les anciens présidents Frederik de Klerk, Kgalema Motlanthe et Thabo Mbeki (de gauche à droite) réunis pour appeler à la résolution de la crise politique dans le pays.

cris de "Zuma démission" et provoqué une dégradation de sa note financière. Cet épisode a aussi fait éclater au grand jour les divisions qui minent le

Congrès national africain (ANC) au pouvoir. Dernier président du régime de l'apartheid, M. de Klerk a jugé que le pays était confronté à ses "défis

les plus sérieux" depuis 1994. "Le principal problème est que notre président ne respecte plus les devoirs imposés (...) par la Constitution".
M. Motlanthe a pour sa part exhorté ses compatriotes à l'action. "Si nous laissons perdurer ces pratiques politiques malsaines en nous complaisant dans notre silence, l'histoire ne nous le pardonnera jamais", a-t-il estimé.
L'opposition a déposé au Parlement une nouvelle motion de défiance contre le chef de l'Etat, dont le second mandat s'achève en 2019. Mais elle a peu de chance d'être adoptée, M. Zuma disposant toujours de forts soutiens au sein de la majorité ANC.

Tchad/Violence terroriste

9 soldats et 40 jihadistes tués dans une attaque de Boko Haram

AFP
N'Djamena/Tchad

NEUF militaires tchadiens ont été tués dans une attaque hier matin menée par le groupe jihadiste Boko Haram contre un poste de l'armée tchadienne dans la région du lac Tchad, ont indiqué à l'AFP des sources sécuritaire et locale.
Une quarantaine d'éléments de Boko Haram ont

été tués lors de la riposte de l'armée tchadienne à cette attaque contre le poste de Kaïga, selon ces mêmes sources qui ont tenu à garder l'anonymat. Un responsable militaire a officiellement confirmé l'attaque sans donner de bilan.
"L'attaque a fait neuf morts et une vingtaine de blessés du côté de l'armée tchadienne, et 40 éléments de Boko Haram ont été tués", a déclaré la source sécuritaire.

"Très tôt ce matin (hier), les éléments de Boko Haram ont attaqué la position de l'armée tchadienne à Kaïga, dans le lac Tchad. Les éléments ont été repoussés et le bilan suivra", a indiqué dans un communiqué le porte-parole de l'armée tchadienne, le colonel Azem.
Proche de la frontière du Niger, cette position de l'armée tchadienne sur la rive nord du lac Tchad a été la cible régulière d'attaques de Boko Haram.

Un précédent accrochage fin septembre à Kaïga s'était traduit par la mort de quatre militaires tchadiens et de plusieurs éléments de Boko Haram.
Frontalier du Nigeria, du Cameroun, du Tchad et du Niger, le lac Tchad subit depuis plusieurs années les attaques du groupe Boko Haram, fondé au 2009 dans le nord-est du Nigeria mais qui mène également ces dernières années des attaques dans les pays voisins.

Depuis deux ans, les insurgés ont été chassés de la plupart des territoires dont ils s'étaient emparés en 2014 pour fonder un califat islamique. Mais malgré cet affaiblissement, les attaques et attentats-suicides continuent.
Le conflit, qui dure depuis huit ans, a fait plus de 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés, dévastant la région et rendant des millions de personnes dépendantes de l'aide humanitaire.